

france3-regions.franceinfo.fr

600 places en moins en licence, plusieurs dizaines de postes d'enseignants supprimés... Que se passe-t-il à l'

Mélanie Queinnec

8-11 minutes

Aujourd'hui, 80 % des universités françaises sont en déficit. Parmi elles, l'université de Rouen. Sa présidence tire la sonnette d'alarme : quatre à cinq millions manqueront à son budget 2025. Ainsi, des mesures drastiques seront prises dès la rentrée prochaine pour limiter les coûts... au détriment des étudiants. Explications.

L'Université de Rouen fait face à une "situation inédite". Ce sont les mots de son président, Franck Le Derf : "On arrive à la clôture budgétaire. 80 % de notre budget provient de l'État et nous ne connaissons pas à ce jour la notification finale qui nous sera attribuée pour 2025..."

On est opérateurs de l'État. On a un budget qui nous permet de gérer la totalité de notre fonctionnement. À ce jour, il y a un certain nombre d'indicateurs dans le rouge dans le budget présenté l'année prochaine. Techniquement, au mois de novembre 2026, je n'aurai plus d'argent pour payer les salaires (sans supprimer des postes). C'est la réalité. Dans le privé, ça s'appelle une cessation de paiement.

Franck Le Derf, président de l'Université de Rouen

Une période de turbulences financières qui s'expliquent par des mesures salariales nationales non compensées par l'État.

En clair, l'établissement absorbe des hausses de charges, 10 millions d'euros en 2025, sans que les recettes, elles, n'augmentent : "La situation sera encore plus délicate en 2026 avec sept millions d'euros supplémentaires de mesures salariales sans garantie de compensation... C'est alarmant, on ne s'en sort pas."

L'établissement alerte sur la soutenabilité de son modèle. Car pour compenser elle-même ces mesures salariales, l'université a vidé sa propre tirelire. "On nous demande un retour à l'équilibre, à partir du moment où l'on est en déficit. On va piocher dans notre trésorerie, mais pour 2026, nous n'avons plus d'économies", déplore Franck Le Derf.

À établissement équivalent, pluridisciplinaire, avec plusieurs campus sur le territoire, nous avons 200 à 300 emplois de moins que d'autres universités et une dotation de l'État allant de 10 à 50 millions d'euros de moins. Et notre situation n'est pas isolée en France.

Franck Le Derf, président de l'Université de Rouen

Résultat : l'université doit sortir l'artillerie lourde et diminuer les coûts à tout prix. "Jusqu'où va la mission de service public ?, s'interpelle Franck Le Derf. On nous demande de former des jeunes, de futurs citoyens, nous accueillons plus de 9 000 étudiants chaque année. Doit-on conserver l'ensemble de l'offre de formation ? Si les moyens ne sont plus à la hauteur, nous devons revoir notre offre de formation."

Réduction du nombre d'étudiants, suppressions de postes, projets repoussés, report de la réfection des bâtiments les plus vétustes... La rentrée 2026 aura un goût bien amer.

Présidente de la FEDER (Fédération des Etudiants Rouennais), Léa Chevauché est parfaitement consciente que l'université suffoque, et que les solutions passeront par des mesures radicales.

[Les étudiants plus précaires pourraient être particulièrement impactés, voire éloignés des bancs de l'université, craignent les syndicats étudiants.](#) • © France 3 Normandie

Mais elle se désole que cette pression financière impacte les étudiants en premier lieu. *"Ce qui nous alarme le plus, c'est la réduction des places en licence. 606 places vont être supprimées dans des filières en tension [des filières où il y a plus de demandes que de places, ndlr], comme les STAPS et le droit"*, s'inquiète l'élue étudiante.

"36 places, c'est l'équivalent d'un groupe de TD. Ces 36 personnes en moins, c'est un cours en moins, donc un professeur en moins. Et ce sont des lycéens qui ne pourront pas étudier à l'université de Rouen..."

La grande chance de l'université, c'est de permettre à des lycéens qui ne partent pas toujours avec des facilités dans la vie, de faire des études et d'exercer les professions qu'ils souhaitent. Là, ça va conduire à une diminution des diplômés. Les étudiants d'aujourd'hui sont les professionnels de demain : on aura donc moins de professionnels qualifiés.

Léa Chevauché, présidente de la FEDER

Autre grief : le coût des études. Une année en licence, c'est aujourd'hui 170 euros à déboursier pour les étudiants non boursiers. *"Demain, on pourrait être amené à payer beaucoup plus cher"*, note Léa Chevauché, *ce qui privera potentiellement certaines personnes de suivre une formation.*

"Notre peur, c'est aussi que l'université de Rouen soit aussi obligée de supprimer l'exonération des frais de scolarité pour les étudiants étrangers. Quelle va être la suite ? Est-ce que les étudiants venant de milieux plus défavorisés pourront toujours accéder aux études ?"

Du côté des enseignants, même combat. Les syndicats s'en inquiètent : *"On a déjà des conditions de travail qui continuent de se dégrader au fil des années. Là, on pourrait nous imposer des mesures drastiques d'austérité. Hier, on nous annonçait 30 suppressions de postes. Aujourd'hui, après des discussions nébuleuses, on serait à 35. Combien demain ?"*, clame Eric Laugerotte, membre de l'intersyndicale (CGT/FSU/UNSA/CFDT).

Les premiers touchés devraient être les contractuels mais la recherche devrait aussi être impactée : *"On a des laboratoires qui prennent l'eau au sens propre comme au figuré ! Tous les collègues qui viennent nous voir expriment leur désarroi, leur mécontentement, vivent des conditions de travail dégradées et se demandent comment ils pourront travailler demain."*

[Une trentaine de postes d'enseignants seraient supprimés.](#) • © France 3 Normandie

Pour Eric Laugerotte, investir dans l'enseignement supérieur public, c'est pourtant assurer l'avenir de la France : *"Cela permet à la société d'avancer. On sait qu'on manque de travailleurs et de travailleuses diplômés qualifiés, notamment en Normandie"*, plaide-t-il.

600 places supprimées avant même que le budget 2026 ne soit acté, on n'a jamais vu ça. Autant

de mesures de suppressions de postes, de places, de formations, de groupes d'enseignement, tout ça mis bout à bout crée une inquiétude plus forte que les années précédentes. Il y a une bascule, sauf à un changement complet de politique au niveau de l'État, je pense que ça va être très compliqué de fonctionner avec un budget aussi fortement diminué.

Eric Laugerotte, membre de l'intersyndicale des personnels (CGT/FSU/UNSA/CFDT)

D'autant qu'une université publique qui se dégarnit, c'est un parc d'écoles privées, onéreuses, qui explose. Cela limiterait l'accès à l'enseignement supérieur pour les publics les plus fragiles, contredisant la vocation même de l'université publique.

"On voit ce qu'il se passe autour de Rouen... Pour les jeunes, c'est un facteur d'aggravation de leur situation : déboursier plusieurs dizaines de milliers d'euros pour faire son bac+3 ou bac+5, ce n'est pas possible pour tous, ou alors il faut faire des prêts et s'endetter pour très longtemps."

Le budget 2026 de l'université de Rouen sera voté ce vendredi 12 décembre 2025 à l'issue d'un Conseil d'administration. Eric Laugerotte espère voir présenté un plan "sincère", "qui prenne en compte les dépenses et recettes réelles et nécessaires, à la hauteur de nos besoins. Pas un budget pensé pour se conformer aux souhaits de l'État".

Université, étudiants, personnel : tous s'adressent cependant au même interlocuteur. Les demandes à l'État sont claires : qu'il "assume ses responsabilités et fasse vivre correctement les universités en France", plaide Eric Laugerotte.

Quand Franck Le Derf abonde : "C'est à l'État de prendre ses responsabilités en augmentant les recettes. Je lui demande qu'on revoie l'allocation des moyens. On devrait avoir le même traitement que nos homologues. Je demande aussi à ce que toutes les mesures de masse salariale soient compensées."

Avec Elsa Gavinet.